



MINISTÈRE DES ARMÉES

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

INSTITUT DE RECHERCHE BIOMEDICALE DES ARMEES
1, Place du Général Valérie André
B.P.73
91223 – BRETIGNY-SUR-ORGE



DIRECTION

DEPARTEMENT QUALITE MAITRISE DES RISQUES ET ENVIRONNEMENTS

SERVICE MAITRISE DES RISQUES ET ENVIRONNEMENTS

ACQUISITION & INSTALLATION D'UN SYSTEME DE COMMUNICATION ET EPI ADAPTES A
LA CONFIGURATION D'UN LABORATOIRE NSB4, ET PRESTATIONS ASSOCIEES - IRBA.

ANNEXE TECHNIQUE VALANT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

DAF N° 2025_000117/DAPSA/PFAF-S/ACH/EBME

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PERIMETRE	3
ARTICLE 2 - ATTENDUS	3
2.1 - FONCTIONNALITE DU SYSTEME	3
2.2 - SPECIFICATION TECHNIQUE	4
2.3 - MARQUAGE CE	4
2.4 - CARACTERISTIQUES MATERIELLES.....	4
2.5 - CARACTERISTIQUES INFORMATIQUES.....	4
ARTICLE 3 - MISE EN SERVICE.....	5
3.1 - LIVRAISON	5
3.2 - FICHES TECHNIQUES.....	5
3.3 - GARANTIE ET SERVICE APRES-VENTE	5
ARTICLE 4 - FORMATION	5
ARTICLE 5 - ACQUISITION DE MATERIELS AUXILIAIRES ET ACCESSOIRES.....	6
5.1 - CARACTERISTIQUES	6
5.2 - GARANTIE	6
ARTICLE 6 - MAINTENANCE ET PRESTATIONS ASSOCIEES	6
6.1 - MAINTENANCE PREVENTIVE (AVEC LOGICIELS ET MATERIELS).....	6
6.2 - MAINTENANCE CORRECTIVE.....	8
6.3 - TELEMAINTENANCE / MAINTENANCE A DISTANCE	8
6.4 - COMPTE RENDU D'INTERVENTION EN MAINTENANCE	9
6.5 - DELAIS D'INTERVENTION EN MAINTENANCE	9
ARTICLE 7 - EXCLUSIONS DE LA MAINTENANCE & PRESTATIONS ASSOCIEES.....	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS GENERALES	10
8.1 - GARANTIE.....	10
8.2 - PRISE EN CHARGE / REMISE DU MATERIEL EN FIN DE MARCHE.....	10
8.3 - DOCUMENTATION TECHNIQUE GENERALE	10
8.4 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR.....	10
8.5 - PERSONNEL D'INTERVENTION DU FOURNISSEUR.....	11
8.6 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION	11
ARTICLE 9 - MODALITES DE COMMANDE	11

ARTICLE 1 - PERIMETRE

Le présent cahier a pour objet l'acquisition & l'installation d'un système de communication comportant les matériels nécessaires et équipements de protection individuels (EPI) adaptés à une configuration et une utilisation dans un laboratoire de niveau de sécurité biologique (NSB/BSL) 4, ainsi que les prestations associées à ce système.

Sont donc incluses :

- La fourniture du système de communication et tous les matériels nécessaires, incluant les EPI,
- L'installation du système dans les locaux et sa mise en condition opérationnelle,
- La formation à l'utilisation et à l'entretien du système et des matériels,
- La fourniture des matériels auxiliaires et accessoires,
- L'évolution de la configuration et la maintenance du système.

L'établissement bénéficiaire des prestations est l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA) de Brétigny-sur-Orge.

ARTICLE 2 - ATTENDUS

2.1 - Fonctionnalité du système

L'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA) dispose sur son site, d'un bâtiment multidisciplinaire dans lequel sont rassemblés tous les moyens d'essais requérant un niveau de confinement spécifique. Le laboratoire de virologie de sécurité biologique de niveau 4 de l'IRBA devant être en mesure de mener des investigations sur des virus émergents, impose aux opérateurs d'évoluer dans un environnement isolé et bruyant.

La spécificité de ce laboratoire de par sa construction et son fonctionnement nécessite le recours à un système de communication portatif pour chaque personnel afin de garantir une parfaite communication interne entre les opérateurs et avec les extérieurs lors des entrées et sorties du laboratoire et en cas de secours à la personne.

Cette communication directe doit être permanente, de haute qualité et sans temps de latence tant dans les phases d'exploitation en mode nominal que dans des conditions dégradées (secours à la personne, évacuation d'urgence...).

Les opérateurs dans le laboratoire portent des scaphandres qui sont des équipements en surpression afin de garantir leur sécurité. Ces équipements ont un niveau sonore interne très important (entre 70 et 80 dB) qui imposent le port par les opérateurs d'EPI anti-bruit. Ce port d'EPI doit rester compatible avec le maintien de cette communication directe interne et externe.

Le système de communication attendu (et ses matériels auxiliaires) doit donc être :

- (i) personnalisable car il fait partie intégrante de l'équipement de protection individuelle des opérateurs,
- (ii) multimodes pour assurer en permanence la communication des opérateurs entre eux et avec les équipes de soutien avec une autonomie suffisante,
- (iii) compatible avec le système de communication radio du bâtiment confiné,
- (iv) connectable aux réseaux de téléphonie mobile,
- (v) compatible avec le port des scaphandres de protection actuels et/ou futurs,
- (vi) manipulable par les opérateurs équipés de leur scaphandre,
- (vii) intégrant, si possible, les protections anti-bruit ou, au minimum, les matériels de communication proposés doivent être compatibles avec le port d'EPI anti-bruit.

2.2 - Spécification technique

Le kit de communication étant porté à l'intérieur du scaphandre, l'accès et la manipulation du sélecteur de mode de communication, la lecture à l'écran et la programmation doivent être aisés pour l'opérateur, sans nécessité de trop longues ou nombreuses manipulations.

Les kits personnalisés de communication envisagés : un casque de réception/émission ergonomique et classé dans la catégorie des EPI pour son pouvoir réducteur de bruit, un émetteur/récepteur multifonction, un jeu de batteries avec chargeur, une sangle ou un baudrier de transport.

Ces kits sont complétés par tout équipement nécessaire au fonctionnement du système sur le site désigné (balises, câbles...).

2.3 - Marquage CE

Les éléments du système classés comme EPI doivent être identifiés.

2.4 - Caractéristiques matérielles

- Architecture multimode :

Le produit doit comprendre l'ensemble des éléments fonctionnels permettant une émission/réception sur les trois modes de communication recherchés dans le bâtiment confiné et dans sa périphérie immédiate (= 50m).

Le nombre d'opérateurs dans le laboratoire doit pouvoir varier de 2 à 6 opérateurs au maximum, en communication constante avec un personnel de soutien à l'extérieur en local de supervision. Le dispositif global doit permettre la constitution d'au moins trois groupes de conversations indépendants en communication constante avec le personnel de soutien et permettre la possibilité d'une communication d'ensemble en cas d'urgence.

- Sécurités :

Les fréquences du système de communication hertzien doivent pouvoir être sécurisées.

- Caractéristiques demandées du matériel :

- ❖ Constitution de groupes de communication
- ❖ Gamme de casques ergonomiques adaptés à un port prolongé
- ❖ Fonction d'atténuation de bruit (type EPI) avec éventuellement la possibilité de fonctionner avec des bouchons anti-bruit moulés
- ❖ Absence de temps de latence, communication directe
- ❖ Bulle de communication full duplex main libre
- ❖ Fonction principale de communication en mode Bluetooth
- ❖ Fonction de réception et appel sur réseau téléphonie mobile
- ❖ Autonomie des batteries minimale de 8h
- ❖ Longévité des batteries
- ❖ Batteries indépendantes du boîtier permettant la permutation de batterie pour la charge
- ❖ Fourniture en standard de 2 batteries par kit de communication
- ❖ Connexions filaires incluses si disponibles avec le matériel
- ❖ Evaluation sur site des besoins d'antennes relais
- ❖ Tests de performance du système sur site
- ❖ Robustesse du système et des équipements (Classification IP ou MIL810)

2.5 - Caractéristiques informatiques

- Équipement informatique :

Aucune connexion au réseau informatique interne de l'IRBA ne doit être nécessaire pour le bon fonctionnement du système. Le système doit pouvoir être géré en totale autonomie.

- Système (dont logiciel ou programme de fonctionnement) :

Une modification de la configuration du système doit être possible en cas d'évolution ou de besoin, dans la limite de ce système. Le cas échéant, cette évolution pourra faire l'objet d'une étude par le fournisseur avec proposition d'une offre commerciale et technique. Après validation, un bon de commande pourra être émis.

ARTICLE 3 - MISE EN SERVICE

3.1 - Livraison

L'ensemble des équipements et matériels sont à livrer sur le site de l'IRBA, selon les modalités particulières précisées dans le bon de commande ou communiquées par les représentants du service bénéficiaire de l'IRBA. Ces modalités concernent notamment les procédures et contraintes spécifiques pour l'accès au bâtiment confiné.

L'installation et la mise en service sont à la charge du fournisseur qui assure la mise en condition opérationnelle permettant la validation par l'IRBA.

Les livraison, installation et mise en condition opérationnelle, sont effectuées conformément au(x) délai(s) fixé(s) par le fournisseur dans son offre.

3.2 - Fiches techniques

Le fournisseur doit présenter avec le système proposé toutes les fiches techniques, de sécurité et notices d'utilisation (une fiche technique par article) pour les produits et matériels livrés et installés, sous format PDF.

3.3 - Garantie et service après-vente

La garantie exigée de l'ensemble des matériels est de vingt-quatre mois minimum à compter de la date de mise en configuration opérationnelle validée.

La garantie comprend pièces, main d'œuvre et déplacements pour les interventions préventives conformément aux préconisations du fabricant d'une part et pour les interventions curatives couvrant tout vice de fabrication et de fonctionnement d'autre part. Elle porte sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, sur tous les vices de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Si un matériel devient défectueux pendant la période de garantie, le fournisseur assure sa réparation ou son remplacement à l'identique, si la réparation est impossible, ceci sans aucun frais à charge de l'IRBA.

Le fournisseur doit indiquer les coordonnées et modalités d'accès à un SAV / Hotline permettant une réponse à tout problème technique.

ARTICLE 4 - Formation

La mise en condition opérationnelle inclue la formation à l'utilisation du système et des matériels au profit de tous les utilisateurs (opérateurs, superviseurs). Les modalités sont conformes à celles proposées par le fournisseur dans son offre.

Dans l'optique de développements ultérieurs, le fournisseur doit être en mesure de proposer une formation en présentielle afin de garantir dans la durée la formation des nouveaux personnels de l'IRBA et l'utilisation de nouveautés.

Un support scientifique d'accompagnement au développement de nouveaux protocoles serait également apprécié.

ARTICLE 5 - ACQUISITION DE MATERIELS AUXILIAIRES ET ACCESSOIRES

5.1 - Caractéristiques

Les équipements et matériels nécessaires à la mise en place du système sont référencés à l'annexe à l'acte d'engagement valant bordereau des prix.

Le fournisseur peut ajouter au besoin à ce listing des matériels auxiliaires et/ou accessoires qu'ils jugent adaptés au système et qui pourront faire l'objet d'une acquisition ultérieure.

D'autres équipements, matériels ou accessoires, non référencés dans l'annexe à l'acte d'engagement précitée et compatibles avec le système proposé, peuvent faire l'objet de demande de devis ou offre commerciale et technique par l'IRBA, puis de bon de commande après validation.

5.2 - Garantie

Ces équipements et matériels supplémentaires sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut à compter du jour de l'admission. Cette garantie est de 12 mois minimum.

ARTICLE 6 - MAINTENANCE ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Les prestations de maintenance ont pour but de maintenir les équipement et matériels en parfait état de fonctionnement et de les conserver en conformité aux normes.

Le fournisseur s'engage à mettre en œuvre les ressources et les compétences matérielles et humaines nécessaires à la réalisation des prestations définies, dans le respect de la réglementation et des normes précitées.

Lorsque le fournisseur intervient sur le matériel, la garde de celui-ci lui est transférée pendant la durée de l'intervention, en conséquence de quoi les dommages que son intervenant pourrait créer au matériel ou à l'environnement dans le cadre de ces interventions sont de sa responsabilité.

Il précise les types et modalités de maintenance applicables à l'ensemble des équipements concernés :

- Maintenance préventive.
- Maintenance corrective.

Le fournisseur définit le programme et les opérations de maintenances prévus sur les équipements et matériels concernés, ainsi que les modalités de réalisation : accès au SAV / Hotline, prise en charge des pièces détachées, de rechange et d'usure, constitution d'un stock sur le site,

Le fournisseur stipule toute limite ou exclusions de la maintenance préventive et qui ressort d'une prestation supplémentaire valorisée.

6.1 - Maintenance préventive (avec logiciels et matériels)

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but :

- ❑ de réduire, voire d'éliminer les risques de pannes et de réduire la probabilité de défaillance ;
- ❑ de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation optimale ;
- ❑ d'assurer l'excellent état des équipements ;
- ❑ de réduire la durée d'indisponibilité grâce aux planifications selon les directives du constructeur ;
- ❑ de diminuer les interventions correctives.

La maintenance préventive concerne tous les éléments de l'équipement et/ou du matériel concerné selon les directives et préconisations du constructeur. Il est fourni un modèle de

contrat de service précisant le protocole de maintenance pour chaque catégorie d'équipement ou matériel.

Il est procédé notamment:

- aux essais de fonctionnement ;
- à la vérification de l'état général de chaque matériel (et accessoires du circuit) et de l'état des organes et composants sensibles ;
- à l'entretien des matériels et accessoires ;
- à l'exécution sur place des remplacements de pièces, réparations ou remises en état nécessités par l'usure normale et ou les préconisations constructeur.

Intervention en maintenance préventive

La maintenance est réalisée conformément au protocole précité :

- En cas d'intervention physique sur le site, le fournisseur valorise le cas échéant les frais de main d'œuvre et déplacement nécessaires à la visite prévue. A défaut, ces frais sont considérés comme inclus dans le coût de maintenance.
- En cas d'intervention dans l'atelier du fournisseur, celui-ci valorise le cas échéant les frais de transport retour (atelier ⇨ IRBA). A défaut, ces frais sont considérés comme inclus dans le coût de maintenance. Les frais de transport aller (IRBA → atelier du fournisseur) sont à la charge de l'établissement IRBA. Le cas échéant, les frais de formalités douanières ou de transit sont réglés selon les mêmes modalités.
- L'intervention de maintenance préventive est planifiée selon un calendrier et des modalités définies d'un commun accord.
- La visite de maintenance s'effectue les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 ou ponctuellement suivant un horaire convenu d'un commun accord, en prenant en compte les contraintes d'utilisation des équipements et celles d'accès au laboratoire NSB4.

Maintenance des logiciels et matériels :

Dans le cadre de la maintenance évolutive du matériel, le fournisseur s'engage à mettre à disposition des utilisateurs les évolutions techniques et/ou fonctionnelles, en précisant notamment les modifications apportées, les programmes et les paramétrages impactés afin de faciliter les tests préalables à l'utilisation en routine par l'établissement bénéficiaire.

Le cas échéant, si le matériel concerné par la maintenance comporte des logiciels et matériels informatiques intégrés aux équipements, leur maintenance est incluse dans les prestations, selon les directives préconisées par le constructeur/fabricant.

Les logiciels couverts par le présent marché bénéficient de mises à jour régulières (UPDATES) ainsi que des formations destinées à une utilisation optimale des équipements.

Le fournisseur procède à la maintenance et à l'évolution des logiciels, y compris le système d'exploitation, dans la configuration correspondant aux fonctionnalités acquises. Il assure, lors de chaque intervention, les sauvegardes nécessaires et les laisse à disposition de l'établissement. Si l'évolution du logiciel et/ou du système d'exploitation n'est pas compatible avec le matériel informatique installé (PC, composants informatiques ou accessoires au PC) ou si elle a pour conséquence une utilisation dégradée (lenteur, incompatibilité d'accessoires, ...), le fournisseur procédera à la mise en place du matériel informatique (hardware) adapté à ladite évolution au titre du marché, sur la base des directives ou recommandations du développeur.

Dans le cadre de ce marché, le fournisseur doit mettre en place des règles de sécurité afin que les logiciels et les matériels ne puissent pas être atteints par des infections et éviter tout problème lors des interventions.

La mise à jour logicielle et/ou l'évolution du système d'exploitation doit(vent) également être compatible(s) avec le système antivirus du service de santé des armées Trend Micro OfficeScan.

Enfin, dans le cadre de la maintenance évolutive des logiciels et du matériel, le fournisseur informe sans délai et par écrit l'établissement bénéficiaire des différentes évolutions fonctionnelles et techniques prévues sur le système analytique. Dans ces cas, le fournisseur fournira un certificat de non régression de version/évolution.

Les évolutions majeures logicielles et/ou matérielles (UPGRADE) font l'objet de devis ou offres commerciales. Après validation, l'upgrade fait l'objet d'un bon de commande spécifique.

Assistance à l'utilisation

Le fournisseur assiste le personnel des services utilisateurs dans l'utilisation des équipements concernés par le marché par la formulation de remarques sur l'utilisation, des conseils et des propositions d'amélioration.

6.2 - Maintenance corrective

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements (matériels principaux et accessoires) à la suite d'une défaillance.

La maintenance corrective se réalise par l'intermédiaires de devis ou offres commerciales transmises par le fournisseur suite à un diagnostic effectué sur site ou à distance.

Le devis précise :

- Le coût du diagnostic (frais de main d'œuvre et déplacement inclus).
- Les frais de main d'œuvre et déplacement pour la réparation.
- Le prix des pièces détachées ou de rechange nécessaires.
- Le coût de la remise en service de l'équipement.
- Les frais de transport retour le cas échéant.
- Tous frais supplémentaires non stipulés dans la liste ci-dessus (frais de transit et/ou formalités douanières).
- Le délai prévisible de réparation (approvisionnement en pièces détachées inclus)

Après validation, le devis fait l'objet d'un bon de commande notifié au fournisseur.

Le devis doit être transmis dans les 5 jours qui suivent la réalisation du diagnostic.

Les interventions correctives s'effectuent les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 ou ponctuellement suivant un horaire convenu d'un commun accord, en prenant en compte les contraintes d'utilisation des équipements et celles d'accès au laboratoire NSB4.

Assistance téléphonique

En cas de panne ou de dysfonctionnement du matériel, des instructions pourront être données en français par téléphone, dans le but de rendre de nouveau opérationnel le matériel et en tenant compte du niveau de formation et de la qualification de l'intervenant de l'établissement bénéficiaire (habilitation électrique, ...).

Le fournisseur s'engage, par ailleurs, à être joignable et disponible au minimum du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h30 et à rappeler dans un délai maximum de 4h00 après l'appel de l'établissement bénéficiaire à l'assistance téléphonique. Dans l'hypothèse d'un appel à l'assistance téléphonique en dehors des horaires ou jours indiqués, le fournisseur s'engage à rappeler l'utilisateur en priorité, dès l'ouverture de l'assistance téléphonique.

6.3 - Télémaintenance / maintenance à distance

La télémaintenance ou la maintenance à distance n'est actuellement pas réalisable sur cet équipement pour des raisons techniques et de sécurité informatique.

Cette situation étant évolutive, cette prestation peut, à moyen terme, être mise en place sur le site.

Le cas échéant, une proposition technique en la matière pourra être demandée au fournisseur puis faire l'objet d'un avenant au marché.

6.4 - Compte rendu d'intervention en maintenance

A l'issue de chaque intervention, le technicien du fournisseur établit un compte rendu d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché et selon les directives constructeur ont bien été effectuées.

Il mentionne a minima les renseignements concernant sa prestation :

- ❑ équipement concerné ;
- ❑ date, heures de début et de fin d'intervention ;
- ❑ éléments techniques liés à l'intervention : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après l'intervention, intervention supplémentaire à réaliser...

Ce compte rendu est remis à l'issue de l'intervention ou transmis dans un délai de sept jours à compter de la date d'intervention. Le fournisseur peut proposer des transferts d'information dématérialisée.

Le fournisseur renseigne également, si elle existe, la fiche d'intervention spécifique de l'établissement.

Pour les équipements dont la défaillance technique peut entraîner une situation à risque pour les personnels, toute action de maintenance ou de contrôle fait l'objet d'une notification écrite de bon fonctionnement par le technicien (associée ou faisant partie du compte-rendu de l'intervention).

6.5 - Délais d'intervention en maintenance

Le fournisseur s'engage à respecter les délais, dans le cadre de la maintenance, qu'il a mentionné dans l'annexe à l'acte d'engagement relative à la maintenance et/ou dans le devis.

Un équipement est déclaré indisponible lorsque, sans faute de l'administration et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu indisponible, soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif qui y est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de cet équipement principal, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le fournisseur et asservi pour l'exécution du travail en cours au moment de l'incident. Dans ce dernier cas, il y a indisponibilité induite.

L'indisponibilité commence, au moment de la réception de l'élément défaillant par le fournisseur. Elle cesse lorsque le système remis en état de marché est réceptionné par les utilisateurs. Toutefois, lorsque le ou les élément(s) réparé(s) (est) (sont) à nouveau indisponible(s), pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Les heures de début et de fin de période d'indisponibilité sont relevées sur le carnet d'entretien de l'équipement.

L'indisponibilité de l'équipement ne saurait être supérieure à 15 jours ouvrés à compter de la réalisation du diagnostic pour une maintenance corrective.

Tout dépassement éventuel du délai maximal doit être autorisé par le pouvoir adjudicateur et non par l'établissement.

Dans le cas où le délai d'indisponibilité est dépassé, le fournisseur encourt l'application des pénalités d'indisponibilité décrites au CCAP.

ARTICLE 7 - EXCLUSIONS DE LA MAINTENANCE & PRESTATIONS ASSOCIEES

Sont exclues des opérations de maintenance stipulées à l'article 4 :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères à l'équipement objet du présent marché, telles que :
 - ❑ incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation ;
 - ❑ défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (eau, électricité, climatisation) ;
 - ❑ utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le fournisseur dans le manuel pratique d'utilisation, prescriptions que l'administration déclare connaître et s'engager à faire respecter ;
 - ❑ tout autre motif extérieur à l'usage normal de l'équipement.
2. Les réparations consécutives à des interventions effectuées sur l'équipement, par du personnel non expressément mandaté par le fournisseur.
3. Les interventions effectuées à la demande de l'administration en dehors des interventions de maintenance prévues à l'article 6 du présent CCTP, telles que :
 - ❑ démonstrations diverses,
 - ❑ mise à disposition de main d'œuvre et/ou de matériel pour opérations de contrôle diverses, réglementaires ou non,
 - ❑ déplacements de matériels,
 - ❑ modifications, adjonctions ou transferts de matériels d'autre origine,
 - ❑ interventions en dehors des créneaux horaires fixés en commun.

Ces prestations, classées « hors contrat de maintenance », peuvent faire l'objet d'un devis ou offre commerciale établi par le fournisseur, soumis à la validation de l'administration, puis d'un bon de commande.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS GENERALES

8.1 - Garantie

Le fournisseur propose dans l'annexe à l'acte d'engagement un délai de garantie sur les pièces détachées/de rechange et sur les interventions de maintenance quelles qu'elles soient.

Le fournisseur indique également toute exclusion, limite ou extension éventuelle de garantie.

8.2 - Prise en charge / Remise du matériel en fin de marché

Le fournisseur déclare être parfaitement informé des matériels ou équipements concernés par le marché.

Un constat de l'état des lieux des matériels ou équipements peut être établi par l'administration au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le fournisseur s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur utilisation.

8.3 - Documentation technique générale

La documentation technique générale, remise à l'administration lors des acquisitions des équipements, est mise à jour par le fournisseur en cas de modification des appareils ou équipements.

La documentation est principalement en langue française ou, à défaut en langue anglaise.

8.4 - Moyens mis à la disposition du fournisseur

Si des moyens (outillage, manutention, transport...) sont mis de manière permanente ou occasionnelle à la disposition du fournisseur, il en assure la responsabilité et les maintiendra en parfait état de propreté.

Il dispose gratuitement des fluides et de l'énergie électrique.

8.5 - Personnel d'intervention du fournisseur

Les personnes mandatées ou habilitées par le fournisseur sont seules autorisées à assurer la maintenance des matériels ou équipements, objet du marché. Une liste de ces personnes doit être fournie sur demande de l'administration.

Ces personnels doivent se conformer scrupuleusement aux modalités et règles d'accès aux sites bénéficiaires des prestations. A défaut, l'accès leur est refusé sans que la responsabilité de l'administration ne puisse être recherchée dans les difficultés ou mauvaise exécution des prestations pouvant en découler.

Le fournisseur fournit une liste exhaustive de ses personnels habilités à intervenir et la tient à jour pendant toute la durée du marché.

L'administration informe le fournisseur de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention, et peut lui en demander le remplacement.

8.6 - Obligations de l'administration

1. Respecter les spécifications techniques d'environnement et informer le fournisseur de toute modification s'y rapportant.
2. Tenir le registre de maintenance de l'installation.
3. Effectuer les opérations de contrôle et de vérification conformément aux prescriptions indiquées dans le manuel pratique d'utilisation actualisé ; ces opérations seront attestées par l'intervenant sur le carnet de bord (date, nom, opérations effectuées, signature).
4. Assurer la garde de l'équipement et éventuellement, après approbation, des matériels, outillages, documents, que le fournisseur lui demandera de conserver auprès de l'installation (une liste détaillée de ces éléments sera proposée préalablement à l'administration).
5. Assurer les conditions de sécurité réglementaires des représentants du fournisseur pendant ses prestations de maintenance.
6. Réglementer l'accès du personnel et des patients, et permettre l'accès des personnels du fournisseur aux équipements.

La direction des approvisionnements en produits de santé des armées est représentée sur le plan de la surveillance technique dans l'exécution du présent contrat par les responsables des services utilisateurs ou, à défaut, par le responsable de la maintenance, et leurs représentants respectifs.

En cas de litige entre l'administration et le fournisseur, le directeur des approvisionnements en produits de santé des armées peut faire appel, pour expertise, aux représentants des deux parties susmentionnées.

ARTICLE 9 - MODALITES DE COMMANDE

Seule la plateforme achats-finances santé (PFAF-S) est habilitée à émettre les bons de commande. L'établissement bénéficiaire n'est habilité à transmettre au fournisseur que les demandes de devis ou de diagnostic préalable à toute maintenance corrective.

La date de réception du bon de commande fait courir le délai contractuel d'exécution. En cas de dépassement de ce délai, le fournisseur encourt l'application de pénalités pour retard, selon les termes du CCAP.